

LA GAUCHE ITALIENNE À L'HEURE DU « RENZISME »

LA GAUCHE ITALIENNE A L'HEURE DU « RENZISME »

CHRISTOPHE BOUILLAUD

Fondation Jean Jaurès



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDAZIONE EUROPEA
D'ENDEI PROGRESSIVISTE



Fondation
Jean Jaurès
Observatoire
Vie politique



LA GAUCHE ITALIENNE A L'HEURE DU « RENZISME »

CHRISTOPHE BOUILLAUD

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Introduction	5
Comment se pose le problème italien	13
Une croyance hégémonique dans le recours au « décisionnisme démocratique »	14
Le Parti démocrate de Matteo Renzi : un parti personnalisé résolument positionné au centre	19
L'ascension de Matteo Renzi	22
Le renzisme	28
Quid du reste de la gauche italienne ?	31
Les difficultés des partis situés à la gauche du PD	31
Les rapports ambigus avec la gauche du Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo	35
Conclusion	41

Cet Essai s'inscrit dans les publications que le Centre de recherche et d'études sur les gauches, au sein de l'Observatoire de la vie politique de la Fondation Jean-Jaurès, consacre aux grandes familles et partis de la gauche européenne. Des notes précédentes ont été consacrées à la social-démocratie, à la gauche radicale et au Labour Party. Ici, Christophe Bouillaud analyse l'état actuel de la gauche italienne. Selon lui, le « renzisme » du Parti démocrate semble promis à un bel avenir (faute de combattants), ce qui n'est pas forcément le cas ni des partis à sa gauche, ni de l'Italie en général.

INTRODUCTION

La victoire aux élections européennes du 25 mai 2014 du Parti démocrate (*Partito democratico*, PD) a constitué une heureuse surprise pour la gauche socialiste du continent¹. Sous la direction de Matteo Renzi, son leader depuis octobre 2013, devenu fin février 2014 président du Conseil, le PD a obtenu en effet 40,8 % des votes valides, et les partis de la majorité gouvernementale 46,8%. Son principal concurrent du moment, le Mouvement 5 étoiles (*Movimento 5 Stelle*, M5S) de Beppe Grillo, n'a atteint que 21,2 % des voix, alors qu'il avait organisé toute sa campagne sur l'objectif de dépasser le PD. Grâce à ses 31 élus sur les 73 eurodéputés attribués à l'Italie, le PD dispose de la plus nombreuse délégation au sein du groupe nommé « Alliance progressiste des socialistes et démocrates » au Parlement européen (S&D). En conséquence, un des siens, Gianni Pitella, a été élu président de ce groupe. Une majorité relative de l'électorat

1. En février 2014, la direction du PD vote son adhésion au Parti socialiste européen (PSE). Depuis 2009, le PD était simplement membre du groupe formé par le PSE au Parlement européen.

italien a confirmé dans les urnes la forte popularité du nouveau président du Conseil². Elle a apprécié son européisme – non dénué cependant de critiques à l'encontre du cours actuel de l'Union européenne (UE) – et surtout son engagement à réformer l'Italie à vive allure pour la sortir de la crise économique, sociale et institutionnelle qu'elle connaît depuis le milieu des années 2000.

La victoire du « PDR », « le Parti de Renzi », terme parfois utilisé pour souligner la personnalisation de l'image du PD autour de Matteo Renzi³, semble alors donner à son leader toute latitude pour mener à bien ses projets : réforme du mode de scrutin⁴, réforme des institutions (fin du bicamérisme parfait⁵, révision du fédéralisme interne⁶, statut

2. Selon les différents sondages compilés et rendus disponibles par le site officiel du gouvernement italien (<http://www.sondaggipoliticoelettorali.it>), Matteo Renzi et son gouvernement obtiennent à la veille de l'élection européenne une nette majorité (55/60 %) d'opinions favorables, loin devant les différents opposants.

3. En particulier par Ilvo Diamanti, célèbre politiste italien de l'Université d'Urbino, tenant une tribune régulière dans *La Repubblica*.

4. La loi électorale en vigueur depuis 2005 (le « Porcellum »), largement critiquée depuis lors, a finalement été invalidée en partie par le Conseil constitutionnel en décembre 2013 (absence de seuil minimal pour faire fonctionner la prime de majorité, vote sur des listes bloquées). Il faut soit accepter le mode de scrutin résultant de ce qui reste de la loi de 2005 (le « Consultellum »), soit adopter une nouvelle loi électorale, nommée pour l'instant l'« Italicum » par son principal promoteur, Matteo Renzi.

5. Depuis la Constitution de 1948, les deux Chambres, le Sénat et la Chambre des députés, sont élues directement, et possèdent exactement les mêmes prérogatives en matière de législation et de confiance donnée à l'exécutif. La Chambre des députés est élue sur une base nationale par tous les citoyens de plus de 18 ans, alors que le Sénat l'est sur une base régionale par tous les citoyens de plus de 25 ans. Les modes de scrutin

de la magistrature⁷, etc.) et « réformes structurelles » telles que demandées par l'UE (marché du travail, fiscalité, administration, justice civile, etc.). Cet enthousiasme du printemps 2014, correspondant aussi au début de la présidence semestrielle de l'UE par l'Italie commencée le 1^{er} juillet 2014, s'est cependant atténué au fil des mois⁸.

En effet, le gouvernement de Matteo Renzi a connu, tout comme les deux gouvernements qui l'ont précédé depuis 2011 (Monti et Letta), des difficultés à la fois à faire voter

peuvent de plus être différents. Toutes ces particularités peuvent donner lieu à des majorités discordantes entre les Chambres. Par ailleurs, la présence de deux Chambres aux prérogatives identiques tend à ralentir le flux législatif. La réforme envisagée depuis les années 1990 tendrait à transformer le Sénat en une chambre, élue indirectement, dédiée uniquement à la représentation des intérêts territoriaux (régions, et peut-être communes), devant laquelle le gouvernement ne serait plus responsable et qui n'aurait plus que des prérogatives limitées en matière de législation.

6. Les différentes réformes constitutionnelles menées depuis le début des années 1990 ont donné de plus en plus d'autonomie aux régions. Or, d'une part, le personnel politique des régions, quelque soit sa couleur partisane, a démontré sa capacité à faire un usage corrompu de cette autonomie et, d'autre part, les décisions régionales paraissent peu efficaces et coûteuses.

7. Selon la Constitution de 1948, la magistrature en Italie (y compris le parquet) est constituée en pouvoir autonome. Or, selon un discours constant de la droite italienne depuis 1994 (première inculpation de Silvio Berlusconi), la magistrature est réputée être politisée, inefficace et irresponsable. Lorsque la droite en a eu le pouvoir, elle a donc introduit des réformes visant à limiter l'autonomie de la magistrature. Le PD et ses alliés du centre-droit, bien que plus modérés sur ce point, acceptent désormais largement cette analyse de la droite et sont prêts à diminuer l'autonomie de la magistrature et à augmenter sa responsabilité.

8. En novembre 2014, la confiance dans le gouvernement Renzi est devenue nettement minoritaire dans les sondages, mais Matteo Renzi conserve la confiance d'un peu moins de 50 % des sondés et reste de loin l'homme politique italien le plus populaire.

rapidement par le Parlement les réformes promises, et à faire en sorte que ces dernières, une fois votées, connaissent une mise en œuvre réglementaire et administrative conforme aux attentes⁹. Surtout, au fil des premiers mois du gouvernement Renzi, la situation économique de l'Italie ne s'est nullement améliorée : en octobre 2014, le niveau de chômage officiellement enregistré (13,2%) par l'ISTAT n'a jamais été aussi élevé depuis 1977.

Matteo Renzi, tenant compte de ces réalités, est ainsi passé à l'automne 2014 d'un programme de réformes en cent jours à un programme en mille jours¹⁰. Il a promis début septembre 2014 de ne plus annoncer de chantier de réforme supplémentaire d'ici 2018, terme naturel de la présente législature¹¹. Il escomptait alors avoir fait voter et mis en œuvre

9. Le journal de la Confindustria, *Il Sole 24 Ore*, spécialisé depuis longtemps dans le suivi de la législation, a calculé qu'au 4 janvier 2015, seulement 47 % des décrets correspondant aux grandes lois de réforme économique des gouvernements Monti, Letta et Renzi ont été publiés. Il manquerait encore 585 décrets sur les 1 102 prévus par les textes votés. Il resterait encore à écrire un quart des décrets liés à la législation du gouvernement Monti, et un peu moins de la moitié de ceux liés au gouvernement Letta. Seulement 10 % des décrets prévus par les réformes du gouvernement Renzi seraient déjà publiés (cf. www.ilsolo24ore.com/art/notizie/2015-01-04/piu-riforme-attuazione-47percento-mancano-ancora-585-decreti-081111.shtml?uuiid=ABu3jhYC&p=3, consulté le 6 janvier 2015).

10. Cf. le site officiel lancé à cette occasion « Pas après pas », <http://passodopopasso.italia.it/>, qui fait le point sur l'avancement du programme gouvernemental de réformes (consulté le 24 novembre 2014).

11. Le Parlement a été élu en février 2013 pour un mandat de cinq ans.

avant le 1^{er} janvier 2015 une « réforme structurelle » du marché du travail, inspirée par les principes de la « flexsécurité » promue par l'UE en la matière. Une première partie libéralisant les contrats à durée déterminée était entrée en vigueur dès mars 2014 (« décret Poletti »¹²). La loi d'habilitation correspondant au reste de la réforme a été approuvée par les Chambres début décembre 2014, mais la plupart des textes d'application correspondants restent encore à établir en ce mois de janvier 2015.

Or ce « Jobs Act »¹³, ainsi qu'on le nomme en Italie, n'est pas sans rencontrer l'opposition résolue du premier syndicat des salariés, la Confédération générale italienne du travail (*Confederazione generale italiana del lavoro*, CGIL) de Susanna Camusso, allié historique du PD. Il comprend en effet la remise en cause de l'article 18 du Statut des travailleurs de 1970. Cet article, déjà fort remanié depuis lors, autorise la magistrature à demander la réintégration dans leur entreprise des salariés qu'elle aurait jugés injustement

12. Aussi appelé « décret Travail » (décret-loi n. 34 du 20 mars 2014), devenu la Loi 78/2014 du 16 mai 2014, il étend la limite temporelle des contrats à durée déterminée consécutifs de 12 à 36 mois, et il supprime toutes les conditions préalables à leur usage (la seule limite est celle du nombre de CDD au regard des CDI : pas plus de 20 % de CDD en proportion des CDI déjà présents). Ce même décret libéralise aussi l'apprentissage.

13. Il s'agit en fait d'une loi d'habilitation qui autorise le gouvernement à légiférer par ordonnance sur les sujets traités (Loi 183/2014 du 10 décembre 2014, « *Deleghe al Governo in materia di riforma degli ammortizzatori sociali, dei servizi per il lavoro e delle politiche attive, nonché in materia di riordino della disciplina dei rapporti di lavoro e dell'attività ispettiva e di tutela e conciliazione delle esigenze di cura, di vita e di lavoro* »).

licenciés. L'article 18 reste à ce jour le symbole, honni ou révérend selon le cas, d'une promesse de stabilité dans le travail offerte aux salariés. La CGIL a ainsi décidé d'appeler à une grande manifestation le 25 octobre 2014 à Rome, pour marquer son désaccord face à cette volonté de diminuer les droits des salariés. Une partie des dirigeants du PD s'est jointe à cet événement. De son côté, Matteo Renzi, qui organisait ce même jour à la Leopolda, une ancienne gare de Florence transformée en lieu de congrès, la cinquième réunion annuelle de ses partisans, a exprimé son refus de prendre en compte de telles revendications syndicales. Celles-ci, vues comme celles d'un lobby conservateur, ne répondraient en rien à l'intérêt général qu'il entend incarner.

Les élections régionales pour l'Emilie-Romagne du 23 novembre 2014, si elles ont vu la victoire du candidat du PD (44,5 % des votes valides) et de sa coalition (49,1 % des votes valides), ont été marquées par un effondrement de la participation à 37,7 %¹⁴. Dans cette région aux fortes traditions civiques et marquée à gauche depuis 1945, elle avait pourtant été de 70 % aux élections européennes de juin 2014, de 82,1 % aux élections politiques de 2013 et de 68,1 % aux élections régionales de 2010. En dehors de la perte de confiance dans

14. Le chiffre de participation frappe d'autant plus les esprits qu'aux élections régionales organisées en Calabre le même jour, 44,1 % des électeurs inscrits se rendent aux urnes, alors même que l'électorat de cette région du Sud est réputé faiblement participationniste.

l'institution régionale elle-même que cette abstention traduit¹⁵, cette moindre participation semble en partie liée aux consignes de boycott du scrutin lancé par des syndicats. Le vote du *Jobs Act* a en effet été obtenu le 25 novembre 2014 à la Chambre des députés, contre la volonté de 29 minoritaires du PD. Au Sénat, le 6 décembre 2014, le gouvernement Renzi a dû recourir à la question de confiance pour faire passer son texte. La grève générale appelée pour le 12 décembre 2014 par la CGIL n'a rien pu changer aux choix du gouvernement Renzi.

Comment interpréter ce positionnement du PD, qui semble s'éloigner de plus en plus de l'histoire du mouvement ouvrier italien ? Seulement par sa volonté de complaire aux attentes de l'UE et des marchés financiers en terme de « réformes structurelles »¹⁶, de gérer au mieux l'« État de consolidation fiscale »¹⁷ dont l'Italie constitue l'exemple parfait avec sa dette publique de plus de 130 % du PIB ? Le « renzisme » ne doit-il pas aussi être interprété comme un nouvel avatar de ce « décisionnisme », typique depuis les

15. L'élection régionale a dû être organisée de manière anticipée suite à la démission de l'ancien président de région pour des faits de corruption et à l'implication de nombreux élus régionaux dans des activités délictueuses. La Calabre se trouve dans le même cas.

16. Cf. pour s'en convaincre, le document powerpoint présenté à Londres par Matteo Renzi début octobre 2014, disponible sur le site « Pas après pas », <http://passodopopasso.italia.it/> (consulté le 21 novembre 2014).

17. Cf. Wolfgang Streeck, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris : Gallimard, 2014 (1^{ère} édition allemande, 2013).

lointaines années 1950 d'un libéral-conservatisme italien, éternel orphelin d'une « V^e République gaullienne » adaptée au cas italien ? Au-delà de la volonté affichée de Matteo Renzi d'épouser entièrement la ligne des réformes institutionnelles et « structurelles », que peut-on dire de l'état de la gauche italienne en ce milieu des années 2010 ? Cette dernière se résume-t-elle désormais au seul PD ? Y a-t-il des perspectives pour d'autres gauches ? Comment doit-on considérer l'émergence d'un parti comme le M5S ? Pour aborder ces différentes questions, on privilégiera ici l'approche historique en soulignant pour un lecteur français les spécificités italiennes qui amènent à la situation actuelle.

COMMENT SE POSE LE PROBLÈME ITALIEN

Pour comprendre la centralité contemporaine du PD de Matteo Renzi, il faut revenir sur l'analyse dominante de la situation italienne. L'Italie connaît depuis les années 1960 un ralentissement prononcé de son rythme de croissance économique. Ce dernier s'avère particulièrement net sur la dernière décennie (2000-2010), où l'Italie apparaît comme la lanterne rouge de la croissance parmi les pays de l'OCDE. La crise économique européenne engagée en 2008 n'a donc fait qu'accentuer encore cette tendance désormais ancienne pour l'Italie. En 2014, le PIB italien se situe encore 9,5 % en deçà de son niveau atteint en 2008¹⁸.

Selon les économistes orthodoxes¹⁹, ce ralentissement de la croissance résulte, d'une part, du mauvais fonctionnement des marchés en Italie, en particulier du marché du travail, et d'autre part d'un État particulièrement

18. Données trimestrielles désaisonnalisées ISTAT du PIB (1^{er} trimestre 2008 - 3^{ème} trimestre 2014) ; disponibles sur <http://dati.istat.it/>, consultées le 8 février 2015.

19. Par ce terme, on désigne à la fois les économistes opérant dans les organisations internationales (FMI, OCDE) et européennes (Commission européenne, BCE), mais aussi les économistes universitaires intervenant le plus dans les grands médias italiens.

coûteux et inefficace²⁰. Pour eux, l'Italie serait affligée par l'ensemble des « rentes » que se sont vus attribuer des groupes sociaux ou économiques grâce aux réglementations étatiques accumulées depuis l'Unité italienne. L'État lui-même ne serait au fond qu'une vaste rente pour ses agents à tous les niveaux, politiciens compris. Cette tendance séculaire au clientélisme et au corporatisme se serait accentuée sous la « I^{ère} République » (1946-1992). En effet, chaque groupe organisé a alors été capable, en raison de l'existence d'un scrutin proportionnel et du multipartisme, d'extraire du processus politique alors en vigueur une rente le concernant pour prix de son soutien aux gouvernements successifs. Le parlementarisme bicaméral, pluripartite et bien peu rationalisé, est alors l'accusé principal.

UNE CROYANCE HÉGÉMONIQUE DANS LE RECOURS AU « DÉCISIONNISME DÉMOCRATIQUE »

En conséquence, le problème de l'Italie devient celui-ci : comment supprimer ces rentes, tout en restant dans un cadre démocratique ? La réponse hégémonique est qu'il faut promouvoir un dirigeant capable de « décider », c'est-à-dire de vouloir les « réformes structurelles ». Pour ce faire, il

20. D'autres causes pourraient être invoquées : le ralentissement démographique, l'insertion dans la zone euro, la fin de l'« intervention extraordinaire » dans le sud du pays, etc., mais elles restent l'apanage d'économistes hétérodoxes peu repris par les médias.

faut lui en donner les moyens légaux et administratifs par des réformes institutionnelles. Il faut adopter un mode de scrutin qui permette à un parti ou à une coalition de partis d'avoir une solide majorité parlementaire, et de pouvoir gouverner le pays pendant la durée d'une législature²¹. Il faut par ailleurs supprimer les points de veto prévus dans la Constitution de 1948 – dont le bicamérisme parfait – qui pourraient entraver la liberté d'action de cette majorité. Le nouveau leadership, élu par la population, doit donc pouvoir servir sans entraves l'intérêt général, entendu comme la liberté des marchés, l'égalité des droits et un État refondé pour servir l'économie de marché. C'est ce schéma de pensée hégémonique qu'on peut appeler le « décisionnisme démocratique ».

Si cette vision ressemble fort à première vue à un programme néo-libéral, les racines en sont proprement italiennes. Dès les années 1950, la droite libérale-conservatrice ne se reconnaît pas dans le régime établi en 1946-48, dans cette « partitocratie » qui donne trop de place aux partis de masse démocrates-chrétiens, socialistes et communistes, bien trop aptes à relayer les volontés populaires et à brimer ainsi les marchés. L'avènement de la V^e République en France constituera dès lors un modèle. Cette vision se renforce dans les années 1970-80 par les apports de la théorie américaine du

21. Cela correspond à la promesse faite aux Italiens lors du changement de mode de scrutin en 1993, avec l'adoption du « Mattarellum », puis, en 2005, du « Porcellum ».

public choice, qui analyse toute action syndicale comme une recherche de rente, et par les recherches de science politique qui illustrent le poids des lobbies dans la décision publique en Italie. S'y ajoute dans les années 1980 l'idée d'utiliser l'Europe comme *vincolo esterno* (contrainte externe) pour pousser le pays aux réformes.

Elle connaît sa première illustration politique avec le *decisionismo* (décisionnisme) auto-proclamé de Bettino Craxi, leader du Parti socialiste italien (*Partito socialista italiano*, PSI) depuis 1976. Lorsqu'il accède à la présidence du Conseil dans les années 1980, Bettino Craxi entend incarner, contre son allié démocrate-chrétien, stigmatisé comme clientéliste, corporatiste, étatiste et corrompu, la « modernité ». Cette idée sera reprise par tous les gouvernants qui lui feront suite. Lors de ses deux premiers passages au gouvernement (1994, 2001-2006)²², Silvio Berlusconi, le leader de la droite italienne du dernier quart de siècle, prétendra ainsi, lui aussi, incarner cette idée. Les propositions de réformes institutionnelles promues par la droite iront toujours dans le sens d'un (r)établissement du primat de l'exécutif (présidentialisme, rationalisation du parlementarisme, fin du bicamérisme, etc.)²³.

22. Lors de la campagne de 2008 précédant son troisième passage au pouvoir, Silvio Berlusconi, par souci de crédibilité, tend à promettre beaucoup moins de réformes que lors des campagnes de 1994, 1996, 2001 et 2006.

23. La référence de la droite – néo-fascistes dans les années 1970, puis partisans de Silvio Berlusconi après 1994 – sera le plus souvent le « gaullisme » et ses réformes constitutionnelles.

De fait, cette analyse se renforce encore avec l'incapacité de l'Italie des années 2000 à mettre en place les réformes qu'exigerait d'elle sa participation à la monnaie unique. Lorsque Mario Monti, économiste, ancien recteur de l'Université Bocconi de Milan, ancien commissaire européen, devient en novembre 2011 président du Conseil, le moment des grandes réformes semble venu, car la majorité parlementaire d'union nationale paraît condamnée à obtempérer aux décisions de l'exécutif. Certaines réformes seront effectivement lancées, comme la « réforme Fornero » des retraites, mais, au bout de quelques mois, les jeux parlementaires ralentiront nettement leur rythme. Aux yeux des économistes orthodoxes, l'expérience Monti paraîtra donc inaboutie. Une partie d'entre eux montera une liste pour participer aux élections de février 2013²⁴. Mario Monti lui-même, en se présentant aux suffrages des électeurs italiens²⁵, reconnaissait son échec partiel faute de soutien parlementaire²⁶.

Son successeur, Enrico Letta, ajoutera aux « réformes structurelles » une réforme du mode de scrutin et des réformes institutionnelles. Ces dernières visent à diminuer le pouvoir

24. La liste « Faire pour arrêter le déclin » (*Fare per fermare il declino*, FpFD), menée par un journaliste économique, Oscar Giannino, et soutenue par les libéraux de l'Institut Bruno Leoni. Elle obtiendra un peu plus de 1% des voix à la Chambre des députés.

25. Avec un cartel électoral nommé *Choix civique* (Scelta civica, SC).

26. Il avait listé les réformes encore à entreprendre dans un *Agenda Italie* qui formait le programme de son cartel électoral.

de nuisance des petits partis et à permettre à un gouvernement soutenu par une majorité (relative) des électeurs de décider en supprimant le plus grand nombre de points de veto dans le système. De fait, ce que proposera de faire Matteo Renzi lorsqu'il s'emparera du gouvernement en février 2013, c'est simplement d'*accélérer* ce qu'ont déjà entrepris ses deux prédécesseurs immédiats, autrement dit de répondre *enfin* à cette attente de réformes naturalisées à force d'être soutenues par les éditorialistes et commentateurs les plus en vue.

Au total, la manière dont les économistes orthodoxes, et plus largement les élites qui leur font confiance pour les guider, posent le problème de l'Italie, revient à s'interroger sur l'art et la manière de sortir des institutions politiques, économiques et sociales héritées des années de la mobilisation des masses organisées (1890-1970) dans un cadre qui resterait formellement démocratique. Suite au fascisme (1922-1943), la volonté de limiter le pouvoir d'un seul dirigeant ou parti avait inspiré les Constituants italiens de 1946-48 – d'où la multiplication des points de veto dans les institutions alors choisies. Au contraire, les promoteurs d'une Italie prête pour les « réformes structurelles » ne nourrissent quant à eux aucune inquiétude à confier tout le pouvoir de l'État dans les mains d'un seul et de ses partisans. Ils ne doutent pas non plus qu'une majorité du peuple puisse choisir une autre voie que celle qu'ils préconisent.

LE PARTI DÉMOCRATE DE MATTEO RENZI : UN PARTI PERSONNALISÉ RÉSOLUMENT POSITIONNÉ AU CENTRE

Depuis la « descente sur le terrain » de Silvio Berlusconi début 1994, la vie politique italienne s'organise en deux camps : d'un côté celui des partisans de ce dernier et des partis qui acceptent leur satellisation (post-néofascistes, ligues, post-démocrates-chrétiens de droite) ; de l'autre côté celui des partis qui s'opposent à ce dernier. Or les opposants à Silvio Berlusconi proviennent majoritairement de deux expériences partisans d'avant 1990 : le Parti communiste italien (*Partito comunista italiano*, PCI) et l'aile gauche de Démocratie-chrétienne (*Democrazia-Christiana*, DC).

La majorité des dirigeants du PCI fondèrent en 1991 le Parti démocratique de la gauche (*Partito democratico della Sinistra*, PDS). Il devint en 1998 les Démocrates de gauche (*Democratici di sinistra*, DS) en fusionnant avec quelques groupes mineurs de la gauche modérée (socialistes, républicains, écologistes, chrétiens sociaux). L'aile gauche de la DC donna d'abord naissance en 1994-95 au Parti populaire italien (*Partito Popolare Italiano*, PPI). Ce dernier fusionna avec

d'autres petites forces, toujours alliées avec les PDS/DS depuis 1995, d'ascendance démocrate-chrétienne, socialiste, réformiste, écologiste dans Démocratie est Liberté – la Marguerite (*Democrazia è Libertà – la Margherita*, DL) en 2001-2002.

En 2007, les dirigeants des DS et de DL, alliés depuis 1995, ont fondé un parti unique, le PD²⁷. Rassemblant des élites seulement réunies par leur opposition à Silvio Berlusconi, venant à la fois du communisme, du socialisme, de la démocratie-chrétienne et de l'écologie politique, le PD a évité de choisir entre ces héritages. Il se divisera ainsi souvent sur les questions éthiques entre laïcs et catholiques. Le progrès, la modernité et l'Europe constituent ses grands et vagues mots d'ordre. Il n'est en rien social-démocrate au sens historique du terme, et il n'évoque même jamais les mânes du socialisme²⁸. Le PD se caractérise alors surtout par sa volonté affichée de donner aux adhérents et aux sympathisants les clés de la nouvelle maison en les invitant à voter pour leur leadership et leurs candidats aux élections. En octobre 2007, lors d'un scrutin ouvert à tous les

27. Pour une synthèse sur la création et les premières années du PD, voir Gianfranco Pasquino, « Italy », in Jean-Michel De Waele, Fabien Escalona, Mathieu Viera (dir.), *The Palgrave Handbook of Social Democracy in the European Union*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2013, pp. 222-243.

28. *Idem*. En dehors des filiations politiques en cause, il faut aussi souligner que depuis 1992, le terme même de « socialisme » évoque en Italie l'idée de corruption et constitue un handicap politique.

sympathisants, destiné à désigner les instances dirigeantes du nouveau parti, le maire de Rome Walter Veltroni, le leader des DS, devient son premier leader en obtenant un peu plus de 75 % des suffrages sur les trois millions et demi de suffrages exprimés.

Suite à la chute du gouvernement Prodi II (2006-2008), le PD et ses petits alliés du centre connaîtront la défaite en avril 2008 face à la coalition emmenée par Silvio Berlusconi. Elle provoque la démission de Walter Veltroni de la direction du PD seulement en février 2009. Suite à une double primaire (militante et ouverte)²⁹, Pier Luigi Bersani, un ex-PDS/DS, accède à la direction en octobre 2009. La primaire des militants rassemble alors un peu plus de 450 000 votants, la primaire ouverte aux électeurs un peu plus de trois millions. Lors de la chute de Silvio Berlusconi en octobre 2011, le PD, première force parlementaire d'opposition, accepte de soutenir la formation d'union nationale de Mario Monti, conjointement avec la droite – *Il Popolo della Libertà* (Peuple de la Liberté, PDL) de Silvio Berlusconi – et le centre – l'Union démocratique du centre (*Unione democratica del Centro*, UDC) de Pier Ferdinando Casini et Futur et liberté

29. Le statut du PD prévoit pour choisir la direction du PD une élection à la fois par les militants encartés, qui votent en premier et opèrent ainsi une première sélection, et par les sympathisants ensuite quelques jours plus tard. Par commodité, l'usage italien est de parler aussi pour cette élection interne au PD de « primaires ».

pour l'Italie (*Futuro e Libertà per l'Italia*, FLI) de Gianfranco Fini, deux ex-alliés de Silvio Berlusconi.

Pour préparer les élections politiques prévues au printemps 2013, le PD forme une coalition, appelée Italie Bien Commun (*Italia Bene Comune*), avec deux autres petits partis. Le premier, Gauche, écologie, liberté (*Sinistra, ecologia, libertà*, SEL) de Nichi Vendola, formé au cours de l'année 2009, s'inscrit dans une filiation à la fois communiste, socialiste et écologiste. Il cherche à rassembler ceux qui ont refusé la modération accrue de la gauche liée à la formation du PD. Le second de plus petite taille, le Parti socialiste italien (*Partito socialista italiano*, PSI) de Riccardo Nencini, tente à partir de 2007 de reconstituer l'antique parti du même nom. Membre du Parti socialiste européen (PSE), le PSI correspond d'une part au refus de certains socialistes d'accepter la domination de responsables issus du communisme ou de la démocratie-chrétienne des années 1970-80, et d'autre part à la promotion de la laïcité et du libéralisme.

L'ASCENSION DE MATTEO RENZI

Afin de désigner le candidat d'Italie Bien Commun à la présidence du Conseil, le PD recourt à l'automne 2012 à la formule des primaires ouvertes. Celles-ci voient en

substance s'opposer Pier Luigi Bersani à un jeune challenger, Matteo Renzi, maire de Florence depuis 2009 après avoir été président de la province de Florence (2004-2009). Ce dernier, issu du PPI, passé à DL avant de rejoindre le PD, met alors en circulation le thème de la *rottamazione* (mise à la casse [*sic*]) de toute la classe politique. Il vise en premier lieu la classe politique de son propre parti, dont son adversaire est érigé en symbole. Matteo Renzi a en effet compris que, face à la multiplication des scandales de corruption qui touchent les partis politiques italiens, il faut afficher une ferme volonté d'en finir avec les professionnels de la politique, avec ceux que l'on appelle depuis 2007 la *casta* (la caste) suite au succès d'un livre éponyme dénonçant leurs privilèges³⁰. Il a sans doute aussi perçu la menace que représente depuis quelques mois le M5S (*voir plus bas*). Ce nouveau parti de « l'anti-politique » a en effet connu ses premiers grands succès lors d'élections locales au printemps 2012, en proposant de sortir du jeu tous les politiciens professionnels de quelque tendance politique qu'ils soient.

Dans cette campagne des primaires de l'automne 2012, Matteo Renzi fera preuve de sa capacité à opérer un saut qualitatif en matière de communication politique³¹. Il

30. Cf. Sergio Rizzo, Gian Antonio Stella, *La casta, Così i politici italiani sono diventati intoccabili*, Milan : Rizzoli, 2007.

31. Sur le « storytelling » à la Renzi, voir Christian Salmon, « Matteo Renzi ou l'art de courir », *Mediapart*, 21 décembre 2014, et « Matteo Renzi (2) : Lost in transgression », *Mediapart*, 24 décembre 2014.

use avec brio des réseaux sociaux, et, dans toutes ses apparitions publiques, il s'affiche sans détours lui-même comme le produit qu'il doit vendre (jeune, novateur, décontracté, décidé, etc.)³². S'il réussit à imposer à Pier Luigi Bersani un second tour, Matteo Renzi perd pourtant nettement la primaire d'Italie Bien Commun, avec un peu moins de 40 % des voix parmi un peu moins de trois millions de votants. Cela sera donc un ancien PCI/PDS/DS, représentant de ce que certains n'hésitent pas alors à appeler péjorativement la *ditta* (la firme)³³, qui mènera la campagne des élections anticipées de février 2013.

De ces élections légèrement anticipées, le PD sort avec le statut de meilleur perdant³⁴. Par rapport aux élections politiques de 2008, tous les partis (PDL, PD, UDC et FLI) qui ont soutenu l'expérience Monti perdent très massivement des voix. Le PD ne perd qu'un tiers de ses électeurs de 2008, alors que le PDL en perd près de la moitié, l'UDC les deux tiers et le FLI tout son capital électoral. La coalition Italie Bien Commun emporte la prime de majorité à la Chambre

32. Ilvo Diamanti souligne fortement ce point dans son intervention à SciencesPo Paris le 28 novembre 2014 lors du séminaire du GREPIC organisé par Marc Lazar.

33. De fait, les dirigeants du PD de 2012 correspondent à un cercle restreint de dix à quinze personnes engagées en politique dans les années 1970-80 au sein du PCI (cf. G. Pasquino, *op. cit.*, 2013).

34. Cf. Christophe Bouillaud, « Les élections italiennes : un coup de tonnerre dans un ciel serein ? », *Revue politique et parlementaire*, n°1066, janvier/mars 2013, pp. 178-190.

des députés et y devient majoritaire. Au Sénat, la répartition régionale des primes de majorité l'empêche d'y avoir une semblable majorité. La coalition du PD ne peut donc gouverner seule. Par ailleurs, l'appui des seuls centristes regroupés derrière Mario Monti (dont l'UDC et FLI) ne peut suffire à avoir une majorité au Sénat.

L'élection du président de la République – à mener avant de pouvoir choisir un gouvernement – donnera l'occasion aux députés et sénateurs PD mécontents de leur direction de la pousser à la démission collective. Malgré ses 86 ans, le président sortant, Giorgio Napolitano, un ex-PCI/PDS/DS/PD, sera réélu par défaut. Pour garantir une majorité dans les deux chambres, un gouvernement d'union nationale, soutenu par le PD, le PDL, l'UDC et les partisans de Mario Monti, est formé sous la direction d'Enrico Letta, un dirigeant du PD issu de la gauche démocrate-chrétienne³⁵. Ce dernier réussit à se maintenir en octobre 2013 aux affaires, malgré la décision de Silvio Berlusconi de lui retirer son soutien. Le Nouveau Centre-droit (*Nuovo Centrodestra*, NCD) d'Angelino Alfano, l'ex-dauphin de Silvio Berlusconi, reste dans la majorité et se sépare de ce fait du nouveau parti Forza Italia (FI) que ce dernier vient de créer pour revenir aux sources à partir du PDL.

35. Lorsqu'il s'était présenté au scrutin de l'automne 2007 visant à désigner le premier dirigeant du PD, Enrico Letta avait obtenu 11 % des suffrages.

À l'automne 2013, des primaires (militantes et ouvertes) sont organisées pour nommer les nouvelles instances dirigeantes du PD. Elles opposent Matteo Renzi à deux concurrents situés plus à gauche : Gianni Cuperlo, représentant plutôt l'ancienne majorité du parti, et Giuseppe Civati, un ancien allié de Matteo Renzi voulant accentuer le renouvellement du parti. Matteo Renzi gagne les primaires militantes en novembre 2013 avec 45,4 % des près de 300 000 votants (sur 539 000 inscrits au PD à cette date) contre 39,4 % à Gianni Cuperlo et 9,4 % à Giuseppe Civati³⁶. Lors des primaires ouvertes du 8 décembre 2013, Matteo Renzi l'emporte au premier tour avec 68 % des 2 814 801 votes valides, contre 18,2 % pour Gianni Cuperlo et avec 14,2 % pour Giuseppe Civati. Toute la direction du PD se trouve dans le même temps renouvelée en sa faveur. Dès janvier 2014, fort du soutien ainsi obtenu, Matteo Renzi s'accorde par le *Patto del Nazareno*³⁷ avec Silvio Berlusconi pour réformer ensemble le mode de scrutin et la Constitution.

Bien qu'il ait promis lors de son élection à la tête du PD de ne pas remplacer Enrico Letta à la tête du gouvernement, Matteo Renzi fait pourtant voter la direction du PD contre ce dernier, provoquant sa démission le 14 février 2014.

36. Un quatrième candidat, Gianni Pitella, n'a recueilli que 5,8 % des voix ; il est éliminé du vote des sympathisants.

37. L'accord prend le nom du siège du PD où se tiendra la première rencontre entre Matteo Renzi et Silvio Berlusconi.

Il le remplace le 22 février 2014 au poste de président du Conseil, et obtient la confiance des deux Chambres d'une majorité composée, comme celle d'Enrico Letta depuis octobre 2013, des élus du PD, du NCD, du PSI et de quelques autres partis centristes de moindre importance.

Autrement dit, en l'espace de deux ans à peine, le PD découvre une situation que n'avait jamais connue aucun de ses partis prédécesseurs, à savoir la fusion entre le sort du parti et celui d'une personne. Depuis longtemps, les autres partis italiens – tout particulièrement à droite – avaient eu tendance à identifier leur sort à celui de leur fondateur et/ou leader, l'électorat italien étant demandeur d'une personnalisation de la politique³⁸. Or les partis héritiers du PCI et de la gauche DC avaient jusque-là évité un leadership trop fort. Désormais, « le PD, c'est Renzi ». À ceci, s'ajoute un contrôle inédit à gauche sur les vingt dernières années d'un leader à la fois sur le parti majoritaire et sur le gouvernement. Le PD de Matteo Renzi semble alors correspondre parfaitement à ce qui est réputé être indispensable à l'Italie selon l'analyse présentée plus haut, puisqu'il dispose d'un « décisionniste » à sa tête, que sa force électorale semble dépasser de loin celle de tous ses possibles concurrents, et qu'il s'apprête à réformer la loi électorale et la Constitution en sa faveur.

38. La théorie du « parti personnel » de Maurizio Calise a saisi ce fait dès la fin des années 1990.

LE RENZISME

Sur le plan du projet, le « renzisme » accentue une tendance déjà visible lors de la transformation du PCI en PDS. De manière très semblable aux anciens partis communistes des pays de l'Est, quand la majorité du PCI embrasse le réformisme, elle en adopte la version alors en vigueur dans ce qu'elle considère comme l'Europe la plus moderne. De fait, le néo-libéralisme, l'euro-péisme et la défense de droits nouveaux pour les individus³⁹ sont embrassés sans grandes réflexions sur la pertinence de ces idées pour l'Italie. Lorsque la gauche italienne issue du PCI sera directement au pouvoir en 1996-2001, et plus brièvement en 2006-2008, elle n'aura de cesse de vouloir « européaniser l'Italie », de se conformer aux injonctions bruxelloises en matières de politiques publiques, d'en faire « un pays normal ». C'est elle qui, en 1996-98, permet l'adoption par l'Italie de la monnaie unique. L'adversaire de Matteo Renzi lors des primaires de 2012, Pier Luigi Bersani, a d'abord été ministre de l'Industrie dans le premier gouvernement Prodi (1996-98) : à ce titre, il a promu une réforme libérale du commerce. Dans le second

39. La promotion de ces droits nouveaux (mariage homosexuel, fécondation assistée, euthanasie, etc.) ne correspond guère à une réflexion approfondie au sein de l'ex-PCI. De fait, lorsque la fusion organisationnelle s'opérera avec les ex-démocrates-chrétiens de gauche en 2007, il sera facile de transiger sur ces points. En pratique, le (petit) camp « laïc » italien s'organise en dehors de l'aire ex-PCI ou ex-« gauche DC », en particulier au sein du *Partito radicale* (Parti radical).

gouvernement Prodi (2006-08), ministre du Développement économique, il a donné son nom à deux décrets-lois mettant en œuvre de nouveau des libéralisations. Il serait donc illusoire de croire qu'existaient des divergences en matière de politique économique et sociale lorsqu'ils s'opposèrent en 2012-13.

Le choix par Matteo Renzi de l'économiste Pier Carlo Padoan, vice-président depuis 2007 et économiste en chef depuis 2009 de l'OCDE, comme ministre de l'Économie et des Finances s'inscrit donc dans une continuité. Au-delà de la querelle publique et européenne sur le niveau du déficit souhaitable pour l'Italie en 2014 et en 2015, la réponse que Pier Carlo Padoan a faite le 21 novembre 2014 aux demandes de précisions sur sa politique économique de la part de la Commission européenne⁴⁰ illustre la parfaite conformité – au moins sur le papier – entre les choix annoncés par le gouvernement Renzi en matière économique et sociale et les suggestions des institutions internationales et européennes. Cette conformité implique pour le moins un très faible lien avec les choix traditionnels du mouvement ouvrier⁴¹.

40. Cf. lettre du ministre Pier Carlo Padoan à la Commission européenne, en date du 21 novembre 2014, www.mef.gov.it/documenti-allegati/2014/Lettera_Ministro_Padoan_1.pdf (consultée le 11 décembre 2014), avec en annexe la liste des réformes entreprises (www.mef.gov.it/documenti-allegati/2014/Legislative_monitor_Italy_20nov2014.pdf et www.mef.gov.it/documenti-allegati/2014/annex_CSR_-_final.pdf, consultés le 11 décembre 2014). On notera que les réformes institutionnelles apparaissent dans le tableau ainsi fourni à la Commission européenne.

41. Par exemple, la liberté de licencier comme moteur de la création d'emplois n'a jamais fait partie des revendications ouvrières dans aucun pays, mais elle constitue l'un des éléments de politiques publiques fortement suggérés à l'Italie pour sortir de la crise économique.

Ainsi, le *Jobs Act* n'est pas la première réforme semblable menée par un gouvernement soutenu par la majorité de l'ex-PCI/PDS/DS. De fait, dès 2001, la droite italienne utilise la précarisation du travail que ces réformes provoquent dans sa propagande électorale – quitte à suivre ensuite la même voie une fois élue. La filiation « majorité du PCI/PDS/DS » et la filiation « gauche de la DC/PPI/DL » sont entièrement unies sur une ligne néo-libérale de réforme de l'économie italienne sans faire preuve d'aucune réflexivité sur les conséquences de l'application de cette dernière sur le dernier quart de siècle⁴².

42. Dans la lettre à la Commission européenne du 21 décembre 2014, Pier Carlo Padoan s'enorgueillit de la capacité de l'Italie à avoir maintenu depuis deux décennies un solde primaire positif du budget public, sans s'interroger sur les conséquences (inattendues ?) de cette politique, à savoir une baisse durable de la formation de capital fixe public et de capital humain en Italie, qui explique sans doute une partie de la très faible augmentation de la productivité globale des facteurs, que tout le monde déplore par ailleurs.

QUID DU RESTE DE LA GAUCHE ITALIENNE ?

LES DIFFICULTÉS DES PARTIS SITUÉS À LA GAUCHE DU PD

Du point de vue électoral, tous les partis issus de la minorité du PCI qui avaient refusé sa social-démocratisation se trouvent en grande difficulté. Les héritiers des écologistes italiens qui n'ont pas souhaité rejoindre le PD connaissent le même sort. Le mouvement altermondialiste semble en sommeil. Les intellectuels qui se situent à la gauche de la gauche semblent, quelle que soit leur génération⁴³, n'avoir au fond qu'une influence très faible sur l'opinion publique. Ils subissent tous l'hégémonie de l'analyse des maux italiens évoquée en première partie, car ils ne sont pas en mesure de créer et de promouvoir un récit alternatif en direction de

43. De très nombreuses revues intellectuelles subsistent. La revue *Micromega*, créée en 1986 et toujours dirigée par Paolo Flores d'Arcais, reste la plus diffusée. Elle appartient au groupe *L'Espresso* comme *La Repubblica*, le principal quotidien du centre-gauche. Plus radicaux, les écrivains du groupe Wu Ming essayent de donner une voix aux mobilisations de base présentes dans le pays.

l'opinion qui expliquerait les raisons de la crise italienne et les moyens de s'en extraire.

Le plus important des petits partis situés à la gauche du PD est Gauche, écologie, liberté (*Sinistra, ecologia, libertà*, SEL), dirigé par Nichi Vendola. Ce parti a été fondé en 2009 en regroupant des militants et dirigeants venus de la gauche des DS, de l'écologie et du néo-communisme. Membre de la coalition Italie Bien Commun en février 2013 et ayant obtenu à ce titre des élus au Parlement, la formation des gouvernements Letta et Renzi l'a renvoyé dans l'opposition. Il a ainsi voté contre le *Jobs Act*.

En juin 2014, SEL a soutenu, non sans hésitations, la présentation aux élections européennes de la liste « L'Autre Europe avec Tsipras » (*L'Altra Europa con Tsipras*). Cette coalition, proposée par des intellectuels de gauche et voulant lutter contre l'austérité en Italie et en Europe, a réussi d'extrême justesse à dépasser le seuil des 4 % des votes valides nécessaire pour avoir trois élus au Parlement européen. Un des deux petits partis issus de la tradition néo-communiste, le Parti de la Refondation communiste (*Partito della Rifondazione comunista*, PRC), fondé en 1990, a aussi participé à cette liste, alors que son concurrent, le Parti des communistes d'Italie (*Partito dei Comunisti d'Italia*, Pcd'I), créé en 1998, lui a retiré finalement son soutien faute d'avoir pu placer un de ses membres en position éligible. Cette

gauche à la gauche du PD est desservie par son héritage communiste, souvent à la fois dénié et revendiqué⁴⁴, par l'absence d'un modèle de société auquel se référer, et sans doute aussi par le vieillissement de son électorat et de ses militants.

La Fédération des Verts (*Federazione dei Verdi*) s'est présentée de manière autonome aux élections européennes de juin 2014. Malgré le soutien du Parti vert européen (PVE), elle n'a obtenu que 0,9 % des votes valides, la privant de toute représentation au Parlement européen. Ce piètre résultat confirme la disparition de l'écologie politique en tant que force autonome depuis au moins une décennie. Elle résulte de la professionnalisation de son personnel politique dès les années 1980, puis de son insertion dans les jeux de coalition du centre-gauche tout au long des années 1990-2000.

L'insuccès de tous ces petits partis tient en effet largement au fait qu'ils ont participé aux différents gouvernements dirigé par le PDS-DS-PD, réussissant ainsi à la fois à décevoir leur électorat le plus radical et à acquérir auprès du grand public l'image de professionnels de la politique

44. En février 2013, le PRC et le PdCI sont présents parmi les petits partis qui soutiennent la liste Révolution civile – Ingroia (*Rivoluzione civile – Ingroia*), dirigée par un magistrat Antonio Ingroia. Cette liste utilise la stylisation d'un tableau du XIX^e siècle célébrant le peuple en marche vers son émancipation dans son symbole, et le « RC » évoque sans aucun doute l'abréviation désignant Refondation communiste au début des années 1990. Ce cartel électoral obtient 2,2 % des votes valides à la Chambre des députés. L'allusion, même discrète, au communisme est d'évidence un repoussoir pour la plupart des électeurs.

prompts à occuper des postes et à semer la zizanie lorsque la gauche se trouve au pouvoir⁴⁵. Au niveau local ou régional, ils opèrent en pratique comme des satellites du PD en raison des modes de scrutin « bipolarisants » adoptés au cours des années 1990. Cette situation ne favorise pas la réaffirmation de leur autonomie aux yeux des électeurs.

Enfin, tous ces partis, marqués par les recompositions répétées depuis les années 1990, manquent souvent d'un leadership accepté par tous. Cependant, la tendance des derniers mois du PD « renziste » à s'affirmer comme un parti du centre, voire du centre-droit, à désigner les syndicats de salariés comme l'un de ses adversaires et à se résumer aux volontés réformatrices d'un chef au service d'une *one best way* européenne des politiques publiques, permettra peut-être à terme la formation d'un nouveau parti de quelque importance à sa gauche pour autant qu'il réussisse à liquider l'héritage communiste.

45. La chute du premier gouvernement Prodi en octobre 1998 a en effet ainsi été imputée au PRC. Celle du second gouvernement Prodi en 2008 n'est pas sans lien avec le rôle joué par ses petits alliés de gauche.

LES RAPPORTS AMBIGUS AVEC LA GAUCHE DU MOUVEMENT 5 ÉTOILES DE BEPPE GRILLO

Avec la montée en puissance de Matteo Renzi et le déclin de Silvio Berlusconi, la percée du M5S a été la grande nouveauté des années 2012-13 dans la vie politique italienne. Ce parti a été créé en 2007-09 par l'humoriste Beppe Grillo, aidé de l'entrepreneur Gianroberto Casaleggio, en alliant son blog à des listes civiques s'étant présentées aux élections locales. Il a réussi à devenir le premier parti dans la circonscription « Italie » de la Chambre des députés en février 2013, avec plus de 25 % des votes valides. S'affirmant « ni de droite ni de gauche », il a réussi à rester le second parti aux élections européennes avec un score de plus de 20 %. À cause de l'histrionisme professionnel de son leader, de certaines déclarations de ce dernier sur l'immigration, sur la monnaie unique et la Banque centrale européenne, et surtout de son alliance au Parlement européen avec l'UKIP de Nigel Farage depuis juin 2014⁴⁶, le M5S semble ne rien avoir à faire dans une présentation de la gauche italienne. Son organisation légalement verrouillée par Beppe Grillo et par Gianroberto

46. Le M5S est membre du groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD), qui prend la suite du groupe Europe libertés démocratie (ELD) de la législature 2009-2014. Ce groupe a failli disparaître en octobre 2014. En dehors du M5S, son positionnement à droite est évident.

Casaleggio n'est pas d'ailleurs sans évoquer les débuts de Silvio Berlusconi en politique⁴⁷.

Cependant, du point de vue des premiers militants, des premières causes défendues, de son positionnement vis-à-vis de Silvio Berlusconi⁴⁸ et des batailles parlementaires menées depuis mars 2013, le M5S représente aussi une gauche critique⁴⁹. Elle reproche au PD d'avoir oublié l'écologie, de soutenir des grands projets inutiles (le tunnel ferroviaire franco-italien, le pont sur le détroit de Messine, etc.), de favoriser les solutions privées contre les solutions publiques pour fournir des services aux citoyens, de tolérer un haut niveau de corruption de la classe politique (y compris de la sienne), d'entretenir des rapports de connivence avec les pouvoirs économiques (locaux comme nationaux), de ne pas prendre en compte les effets concrets de la précarisation du marché du travail pour les travailleurs, en particulier les plus jeunes⁵⁰.

47. La marque électorale M5S appartient en propre à ces deux personnes.

48. À l'été et à l'automne 2013, le M5S est un fervent partisan du retrait de son immunité parlementaire à Silvio Berlusconi suite à sa condamnation définitive pour fraude fiscale.

49. Pour une présentation des débuts du M5S, cf. Piergiorgio Corbetta et Elisabetta Gualmini (dir.), *Il partito di Grillo*, Bologne : il Mulino, 2013 ; Roberto Biorcio et Paolo Natale, *Politica a 5 Stelle. Idee, storia e strategie del movimento di Grillo*, Milan : Feltrinelli, 2013 ; Ivo Diamanti et Paolo Natale (dir.), numéro spécial « Grillo e il Movimento 5 Stelle. Analisi di un 'fenomeno' politico », *Comunicazione Politica*, a. XIV, 1/2013 ; Fabio Bordignon et Luigi Ceccarini, « Five stars and a Cricket. Beppe Grillo Shakes the Italian Politics », *South European Society and Politics*, vol. 18, n. 4, 2013, pp. 427-449.

50. Cf. Beppe Grillo, *Schiavi moderni. Il precario nell'Italia delle meraviglie*, Rome : Casaleggio Associati, 2007.

Ainsi, l'opposition du chef et des élus du M5S aux syndicats confédéraux ne tient pas à leur mépris de la condition salariale en soi, mais au constat qu'ils n'ont pas été en mesure de protéger les jeunes travailleurs de la précarité, car ils ont toujours été associés de fait aux partis qui ont voté les lois la permettant. Le M5S a voté contre le *Jobs Act* en dénonçant l'élargissement du précaire. Alors que le M5S n'existait pas encore, Beppe Grillo a d'ailleurs tenté de se présenter aux primaires du PD en 2009, essuyant un refus de la part de la direction du PD de l'accréditer comme candidat.

Ce n'est qu'à partir de 2012 que le M5S reprend des thèmes jusque-là plutôt typiques de la droite italienne, en particulier la défense des petites et moyennes entreprises, la critique radicale de la fiscalité, celle de l'austérité imposée par l'Union européenne à l'Italie, puis de la gestion de la zone euro. Il profite à plein du fait que plus aucune voix n'incarne alors l'opposition à la « Caste » qui s'est rassemblée derrière Mario Monti depuis novembre 2011 pour sauver l'avenir européen de l'Italie⁵¹. En conséquence, l'électorat du M5S devient de plus en plus mélangé dans ses orientations politiques⁵². Il demeure toutefois que, lorsque des députés et

51. N'ayant pas voté la confiance au gouvernement Monti, la *Lega Nord* (Ligue du Nord) aurait pu incarner dès ce moment l'opposition à la « Caste » si elle n'avait pas été alors largement discréditée par le népotisme de son leader historique, Umberto Bossi.

52. Pasquale Colloca et Piergiorgio Corbetta, « Gli elettori del Movimento 5 Stelle sono di destra o di sinistra ? », *Il Mulino*, 3/2014, pp. 374-382.

sénateurs élus en février 2013 sur les listes du M5S le quittent, ils se reclassent soit dans la majorité guidée par le PD, soit dans l'opposition de gauche à cette dernière. En s'opposant aux propositions de réformes électorale et constitutionnelle avancées par le PD de Matteo Renzi en accord avec Silvio Berlusconi (« Patto del Nazareno »), le M5S s'est aussi découvert le rôle de garant de la Constitution de 1948 et du rôle du Parlement en son sein.

Contrairement aux autres partis de gauche radicale ou écologiste, le M5S n'est pas encombré par un héritage idéologique ou une étiquette partisane historique, devenus désormais sans valeur aux yeux de la plupart des électeurs. Par ailleurs, s'il partage l'idée de l'urgence à agir pour sauver l'Italie, il critique de nombreux aspects de la présentation hégémonique des problèmes italiens, sans être toutefois capable à ce jour de produire son propre récit explicatif des raisons de la crise italienne et des moyens de la combattre⁵³. Il ressemble de fait à d'autres partis ayant émergé récemment dans l'Europe du sud.

Ainsi, au-delà des différences de positionnement revendiqué, de leadership et d'organisation, la ressemblance

53. Le M5S a ainsi hésité sur le traitement de la question de l'euro. En 2013, Beppe Grillo plaidait plutôt pour une restructuration de la dette publique italienne en restant dans le cadre de l'euro. À l'automne 2014, il lance le M5S dans une aventure référendaire visant à faire sortir l'Italie de la zone euro.

du M5S avec le parti Podemos en Espagne nous paraît frappante. Dans les deux cas, le succès tient à un refus des anciennes expressions de radicalité politiques, considérées comme entachées de compromissions avec l'existant, et à l'incapacité (au moins apparente) de la part des anciens tenants du radicalisme à penser le présent et à agir sur lui. Dans les deux cas, la critique de la « partitocratie », de ses connivences avec les puissances d'argent et de sa corruption apparaît centrale. Tous deux, abondamment stigmatisés comme « populistes » par les grands médias nationaux et européens, réclament un approfondissement de la démocratie. Dans les deux cas, affleure un patriotisme (souverainisme ? nationalisme ?) entendu comme le refus que la capacité de décision démocratique du peuple soit niée au profit de l'ordre européen et international. Leur attrait militant et électoral semble particulièrement fort parmi la jeunesse éduquée, mais sans débouchés professionnels à leur mesure que ce soit en Italie pour le M5S ou en Espagne pour Podemos.

Le possible écroulement ou éclatement du M5S, suite à son incapacité à faire avancer les causes qu'il défend et aux difficultés de son leader à gérer un mouvement devenu aussi large et divers dans ses aspirations, ne sera sans doute pas en soi une bonne nouvelle pour la gauche en général. En effet, la demande de radicalité de la part d'un électorat confronté à une situation économique et sociale dramatique – qui risque encore de durer quelques années – ne pourra

alors plus s'exprimer qu'à l'extrême droite de l'échiquier politique italien, en particulier avec la Ligue du Nord (*Lega Nord*, LN) de Matteo Salvini. En effet, la LN, anti-européenne et xénophobe, confinée dans l'opposition depuis l'automne 2011, reste la seule force organisée à droite de l'échiquier disposant d'un leader pouvant incarner le renouvellement de la classe politique à l'image de Matteo Renzi lui-même. La « LN 2.0 », à la fois très présente à la télévision et sur les réseaux sociaux, se construit de manière spéculaire au « renzisme ». L'ensemble des autres partis de la droite et du centre semble par contre en perte de vitesse en raison même de l'usure de l'image politique de leurs propres leaders.

CONCLUSION

À l'automne 2013, sympathisants, militants et élus du PD ont lié leur sort à celui de Matteo Renzi. Ce choix a représenté la liquidation de la vieille classe dirigeante du parti et de ses liens avec l'histoire du mouvement social italien. À ce jour, ils peuvent encore s'en féliciter. En effet, à en juger par les sondages, une majorité (relative) de l'électorat italien semble les suivre. Le gouvernement Renzi a certes vu sa popularité passer nettement sous les 50 %. L'image personnelle de Matteo Renzi, si elle reste de loin la meilleure parmi les politiciens italiens, se détériore nettement⁵⁴. Cependant, le PD, avec plus de 35 % des intentions de vote à la fin de 2014, dispose encore d'une très large avance sur tous ses concurrents⁵⁵. À l'exception de la LN de Matteo Salvini, ils

54. Un sondage (téléphonique) du 22 décembre 2014 (Euromedia Research pour la RAI émission Balaro) demandait de qualifier d'un adjectif le président du Conseil : 31 % le qualifient de grand affabulateur, 15,8 % d'opportuniste sans scrupule, 13,2 % d'inefficace, 6,1 % d'homme sous influence, et seulement 13,3 % le voient comme concret et déterminé, 11,1 % comme intelligent et capable, 6,9 % comme un spécialiste de la mise au rebut, 0,8 % avec un autre adjectif. Seul 1,8 % des 800 personnes interrogées refusent de le qualifier. Ce sondage lui attribue cependant 43,5 % de personnes lui faisant confiance.

55. Toutefois, ces intentions de vote correspondent à l'univers des sondés ayant l'intention déclarée d'aller voter. Ces derniers ne représentent pas plus de la moitié des interviewés sur les derniers sondages.

s'affaiblissent encore au regard de leurs résultats aux européennes de juin 2014.

Conformément au grand récit du « décisionnisme démocratique », Matteo Renzi semble sur la voie des grandes réformes tant de fois annoncées depuis les années 1980, même s'il doit encore prouver qu'il se trouve vraiment en mesure d'imposer tous ses choix au Parlement élu en février 2013. Le *Jobs Act* constitue toutefois une victoire importante. Il est possible que Matteo Renzi décide de provoquer des élections politiques anticipées au printemps 2015, à la fois pour épurer ses propres groupes parlementaires et pour profiter de la faiblesse insigne de ses adversaires. En effet, malgré la gravité de la crise économique, l'opposition de droite autour de Silvio Berlusconi n'offre guère de perspectives, le centre a perdu presque tout son électorat en faveur du PD, les gauches situées dans le PD ou en dehors de lui sont aussi faibles dans l'électorat que désunies entre elles, et le M5S régresse électoralement. Le « PdR » semble donc avoir un bel avenir devant lui faute d'adversaire. Comme l'a montré la réaction de Matteo Renzi suite aux élections régionales en Émilie-Romagne marquées par l'abstention, seule compte à ses yeux la victoire électorale et non les conditions dans lesquelles elle est obtenue.

Le président de la République, Giorgio Napolitano, a officialisé sa démission le 14 janvier 2015. Décidée par celui qui est apparu comme le garant de la stabilité du pays depuis

2011, elle indique sa confiance en la capacité du Parlement à lui trouver un successeur. De fait, à la surprise générale, Matteo Renzi a proposé à ses partisans de soutenir la candidature du sicilien Sergio Mattarella (74 ans), un ancien ministre et député, démocrate-chrétien de gauche, puis populaire (après 1994), puis démocrate (après 2007), élu juge par le Parlement à la Cour constitutionnelle en 2011. Obtenue au quatrième tour de scrutin dès le 31 janvier 2015 à la majorité simple des 1 009 grands électeurs (députés, sénateurs, délégués des régions) par 665 voix, l'élection de Sergio Mattarella représente pour Matteo Renzi une victoire personnelle. Elle constitue à la fois un affront pour Silvio Berlusconi et une concession à la gauche – les élus de la gauche du PD et de SEL se rallient à la candidature de Sergio Mattarella. En effet, ce dernier se trouve être à la fois l'un des ministres démocrates-chrétiens qui avaient démissionné en 1990 pour protester contre la « loi Mammi » légalisant la mainmise de Silvio Berlusconi sur la télévision privée, le concepteur de la loi électorale majoritaire adoptée en 1993, et enfin l'un des juges constitutionnels qui a censuré à la fin de 2013 la loi électorale adoptée en 2005 par la droite. La négociation à rebondissements entre Matteo Renzi et Silvio Berlusconi sur l'avenir institutionnel de l'Italie s'en trouve compliquée d'autant, tant les forces en présence semblent désormais inégales.

Au-delà de ces considérations politiques, si le « renzisme » semble pour l'heure promis à un bel avenir, faute de combattants à sa mesure, il est moins certain que cela soit le cas pour l'Italie elle-même. D'une part, la réorientation de la politique européenne en faveur de la croissance et de l'emploi promise à ses électeurs en mai 2014 par Matteo Renzi se fait attendre. Le « semestre européen » de l'Italie s'achève sur le constat que Matteo Renzi n'a pas obtenu une remise en question des réformes européennes des années 2010-12, définissant de manière plus contraignante les critères budgétaires à respecter par chaque État européen. Le budget 2015 de l'Italie s'inscrit ainsi comme les précédents dans la poursuite de l'austérité. Cependant, la partie avec Bruxelles, Francfort et Berlin reste ouverte, tant le retour à la croissance semble échapper pour l'heure à l'Italie.

D'autre part, les réformes que Matteo Renzi promeut ne constituent pas une rupture avec celles qui ont été mises en œuvre depuis le début des années 1990, dont il ne faut pas sous-estimer par ailleurs l'importance. Or, à en juger de l'état de l'économie italienne en ce début d'année 2015, toutes ces réformes d'orientation néolibérale et le mécano institutionnel qui les ont accompagnées depuis la fin des années 1980 n'ont pas amené de grands résultats

jusqu'ici⁵⁶. Ne faudrait-il pas désormais commencer à se demander si le vieux dicton latin *Errare humanum est, sed perseverare diabolicum* est ne s'appliquerait pas au présent cas italien ? N'y a-t-il pas une grave erreur de diagnostic partagée par la gauche et la droite italiennes⁵⁷ ?

De fait, si Matteo Renzi a génialement changé l'emballage, la substance des politiques publiques que les dirigeants italiens actuels souhaitent mettre en œuvre demeure, et il se pourrait que cela ne suffise pas à relancer la croissance économique. Que fera-t-on si, d'aventure, le « décisionnisme démocratique » n'a pas les effets attendus ? Le parti dominant de la gauche, le PD, n'en a pas la moindre idée. Il ne dispose pas en effet de « plan B ».

56. Pour prendre un exemple qui concerne directement la science politique, l'orientation depuis la fin des années 1980 est d'aller vers un système électoral majoritaire. Or ce dernier, pourtant institué dès 1994, n'a pas donné de si bons résultats. Ne faudrait-il pas plutôt réfléchir à l'expérience, plutôt positive, des pays scandinaves à scrutin proportionnel ? Cette réflexion est pour l'heure totalement inaudible en Italie.

57. Par exemple, le fait que le sud du pays souffre tout particulièrement depuis quelques années, suite à l'abandon des politiques d'« intervention extraordinaire » dans les années 1990, ne devrait-il pas amener à réviser les priorités ?

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
FÉVRIER 2015

CHRISTOPHE BOUILLAUD

LA GAUCHE ITALIENNE À L'HEURE DU « RENZISME »

Dans l'Italie d'aujourd'hui, Matteo Renzi incarne le « décisionnisme », un courant considérant que la modernisation de l'État nécessite un exécutif fort. Christophe Bouillaud analyse ici son ascension, qui couronne un processus de recomposition du centre-gauche italien autour du Parti démocrate. Une évolution dont sortent perdantes les gauches radicale et écologiste, tandis que le « Mouvement 5 étoiles » peine à trouver sa place.

Christophe Bouillaud est professeur à Sciences Po Grenoble.

www.jean-jaures.org

